



Décision de l'Assemblée plénière | 25 octobre 2024

Programme de travail 2025–2028 : adoption

Considérations du Secrétariat général

- 1 Le programme de travail actuel couvre la période 2021–2024. Il a été adopté le 30 octobre 2020 puis actualisé chaque année. Le Comité a chargé le Secrétariat général de lui présenter, pour la période de programmation 2025–2028, un projet à la fois plus clair et plus lisible, qui reflète néanmoins l'ensemble des travaux de la CDIP.
- 2 Le mandat en question prévoit que le chapitre introductif du programme de travail 2025–2028 reprenne les principaux aspects figurant dans les lignes directrices du 12 juin 2008. Il doit décrire de manière à la fois concise et générale la nature de la CDIP, ses différents rôles et son fonctionnement. Les lignes directrices seront ensuite abrogées.
- 3 Comme c'est déjà le cas actuellement, les rôles de la CDIP sont définis en préambule : la CDIP agit en tant que plateforme, en tant que réseau, en tant que centre de compétence, en tant qu'autorité de coordination ou en tant qu'organe d'harmonisation.
- 4 La structure actuelle du programme de travail, qui se réfère aux différentes bases légales, est certes très pertinente, mais elle s'est révélée aussi difficile à appréhender pour le public. Le programme de travail s'articulera désormais autour de grands axes thématiques :
 - Fédéralisme et cohésion nationale
 - Élaboration, gestion et diffusion des connaissances
 - Équité au sein du système éducatif
 - Perméabilité et qualité
 - Financement et libre circulation
 - Coopération internationale
- 5 Les travaux de coordination et de mise en réseau réalisés par le réseau de la CDIP et par ses agences spécialisées dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la culture et du sport sont regroupés sous l'intitulé *Fédéralisme et cohésion nationale*. Ce regroupement fait écho aux lignes directrices de la CDIP, désormais reprises dans l'introduction et selon lesquelles les cantons représentent la force créatrice déterminante du système éducatif public et du soutien étatique à la culture et au sport. La CDIP a pour tâche, à travers la collaboration entre les cantons, d'exploiter les avantages du système fédéraliste et de contribuer à en éviter les inconvénients.
- 6 La majeure partie des travaux de la CDIP découle des bases légales et de mandats actuels et a donc été reprise dans le nouveau programme de travail. La description des tâches a été affinée et allégée. Grâce aux renvois aux bases légales et aux décisions, il a en outre été possible de revenir à des formulations moins détaillées.
- 7 Lors de sa séance des 2 et 3 mai derniers, le Comité s'est penché sur les lignes directrices et sur les principes sur lesquels devait s'appuyer le nouveau programme de travail. Le 5 septembre, il a approuvé le projet annexé à l'attention de l'Assemblée plénière.

Décision de l'Assemblée plénière

- 1 Le programme de travail 2025–2028 est adopté.
- 2 Les lignes directrices de la CDIP du 12 juin 2008 sont abrogées.



Appenzell, le 25 octobre 2024

Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique

Au nom de l'Assemblée plénière :

sig.

Susanne Hardmeier | Secrétaire générale

Annexe :

- Programme de travail 2025–2028 (en français et en italien)

Notification :

- Membres de la CDIP

La présente décision sera publiée sur le site web de la CDIP.

001-8.9 SH/cb



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza delle direttrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza da las directuras e dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Programme de travail 2025–2028

25 octobre 2024

Gemeinsam für Bildung, Kultur und Sport
Au service de l'éducation, de la culture et du sport
Insieme per l'educazione, la cultura e lo sport
Ensemen per l'educaziun, la cultura ed il sport

Sommaire

| | |
|---|----------|
| Lignes directrices | 3 |
| Rôles | 4 |
| Programme de travail 2025–2028 | 5 |
| 1 Fédéralisme et cohésion nationale | 6 |
| 2 Élaboration, gestion et diffusion des connaissances | 9 |
| 3 Équité au sein du système éducatif | 11 |
| 4 Perméabilité et qualité | 12 |
| 5 Financement et libre circulation | 15 |
| 6 Coopération internationale | 17 |



Lignes directrices

Nous, directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique, souhaitons que tous les enfants, tous les jeunes et tous les adultes de Suisse bénéficient d'une formation de qualité, adaptée de manière optimale à leurs aptitudes et à leurs besoins et qui leur permette de développer leur identité culturelle et de tirer profit de leurs atouts tout au long de leur vie.

Les cantons représentent dans notre pays la force créatrice déterminante du système éducatif public et de l'encouragement étatique de la culture et du sport. La collaboration entre eux permet d'exploiter les avantages du système fédéraliste et de contribuer à en éviter les inconvénients.

C'est pourquoi nous harmonisons, nous coordonnons, nous mettons en réseau, nous permettons la libre circulation et le libre accès aux établissements de formation cantonaux grâce à la reconnaissance des diplômes et aux modèles de financement, nous soutenons et développons ensemble le système éducatif suisse.

Sous le nom de Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique, nous sommes l'autorité de mise en œuvre du concordat sur la coordination scolaire de 1970. Notre tâche consiste à veiller à ce que les accords intercantonaux relevant de notre compétence soient exécutés. En application de l'esprit des articles constitutionnels sur la formation adoptés en 2006, nous faisons office d'interlocuteur institutionnel de la Confédération pour tout ce qui touche à la réalisation des objectifs communs du système éducatif suisse, à la qualité et à la perméabilité de l'espace suisse de formation et aux modalités concrètes de la coopération dans les domaines qui requièrent une action coordonnée ou commune des deux niveaux étatiques.

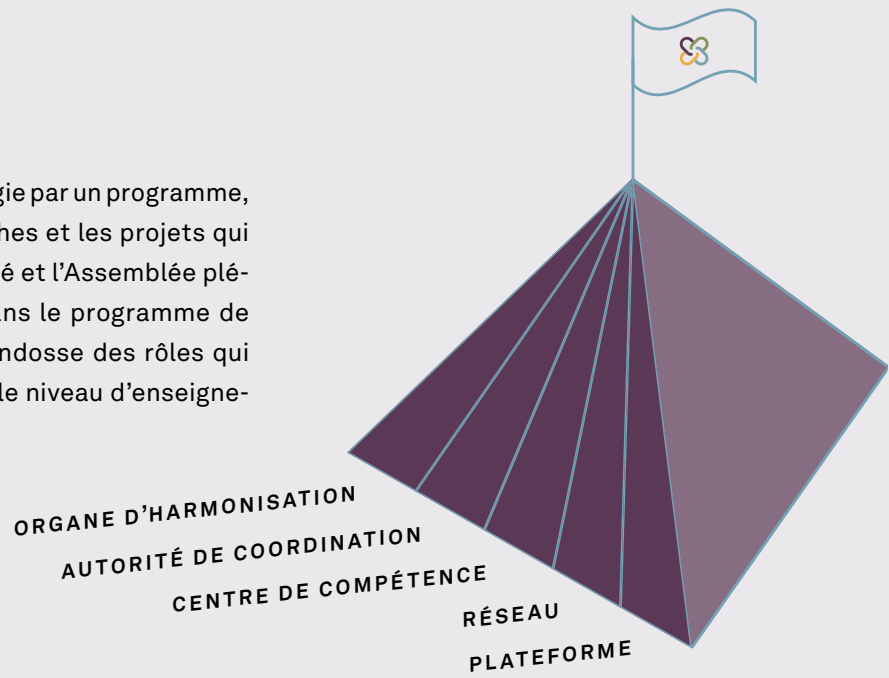
Dans l'esprit du concordat sur la coordination scolaire, nous avons mis sur pied un réseau de conférences spécialisées, de commissions et d'agences spécialisées qui soutiennent notre travail et élaborent les décisions que nous prenons en tenant compte des réalités du terrain, des connaissances issues de la pratique et des résultats de la recherche. Ce réseau met en œuvre nos décisions et assure le suivi de cette mise en œuvre. En tant que conférence, nous sommes l'interlocuteur de la Confédération et travaillons en étroite collaboration avec ses organes.

Nous disposons d'un Secrétariat général qui nous sert à la fois d'organe d'exécution et de gestion, de secrétariat pour les différentes conférences spécialisées, d'interface avec nos agences, de centre de services pour la mise en œuvre des accords intercantonaux et de plateforme d'information et de documentation.



Rôles

En sa qualité d'institution régie par un programme, la CDIP mène à bien les tâches et les projets qui lui sont confiés par le Comité et l'Assemblée plénière et qui sont définis dans le programme de travail. Pour ce faire, elle endosse des rôles qui varient selon la fonction et le niveau d'enseignement concernés :



La CDIP agit en tant que **plateforme**, suscitant et organisant l'échange d'expériences, d'opinions et d'informations à travers ses structures et organes.

En tant que **réseau**, elle encourage la coopération mutuelle des cantons, en partenariat avec la Confédération, les milieux économiques ainsi que les institutions européennes et internationales du domaine de l'éducation, de la culture et du sport. À cette fin, elle met sur pied et anime des conférences spécialisées, des commissions et des groupes de travail.

En tant que **centre de compétence**, elle fournit aux cantons l'expertise dont ils ont besoin et confie en outre à des agences spécialisées l'élaboration de solutions novatrices, réalisables et qui facilitent leur travail.

En tant qu'**autorité de coordination**, elle facilite la concertation entre les cantons, les conduisant à agir de concert et à adopter des pratiques cantonales harmonisées.

En tant qu'**organe d'harmonisation**, elle adopte des décisions, des recommandations, des accords intercantonaux et d'autres actes normatifs favorisant la cohérence et la performance du système éducatif tout en mettant en œuvre les articles constitutionnels sur l'éducation. Elle assure l'application du droit intercantonal et du droit international relevant de sa compétence.

Programme de travail 2025–2028

Les tâches de la CDIP se fondent sur onze concordats, dont elle assure ou accompagne l'exécution selon que celles-ci relèvent de sa compétence ou sont confiées aux cantons. Ces tâches se répartissent en six domaines thématiques, qui structurent le programme de travail de la CDIP.

| Domaines thématiques | Page |
|---|------|
| 1 Fédéralisme et cohésion nationale | 6 |
| 2 Élaboration, gestion et diffusion des connaissances | 9 |
| 3 Équité au sein du système éducatif | 11 |
| 4 Perméabilité et qualité | 12 |
| 5 Financement et libre circulation | 15 |
| 6 Coopération internationale | 17 |

Concordats

La collaboration intercantonale dans le domaine de l'éducation se fonde sur des accords juridiques communs, appelés concordats. La CDIP exécute au total onze accords intercantonaux portant sur la coordination scolaire, la reconnaissance des diplômes, le financement de l'éducation et les hautes écoles.

- Concordat sur la coordination scolaire
- Concordat HarmoS
- Concordat sur la pédagogie spécialisée
- Concordat sur les bourses d'études
- Accord sur la reconnaissance des diplômes
- Cinq accords de financement
- Concordat sur les hautes écoles

1 Fédéralisme et cohésion nationale

§ [Art. 61a Constitution fédérale](#)

📄 [Concordat sur la coordination scolaire](#)

📄 [Concordat sur les hautes écoles](#)

Les domaines politiques de l'éducation, de la culture et du sport relèvent de la compétence des cantons. Afin de garantir la cohésion nationale, la Constitution fédérale prévoit une collaboration entre les cantons et entre la Confédération et les cantons dans le domaine de l'éducation. Dans le même but, les cantons confient certaines tâches à la CDIP.

| 1.1 | Tâches permanentes | Informations |
|-------|---|--|
| 1.1.1 | Assurer les échanges et la collaboration entre les services et offices cantonaux de la scolarité obligatoire, du degré secondaire II, de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière, de la formation continue, des bourses d'études ainsi que de la culture et du sport. | → Conférences spécialisées |
| 1.1.2 | Assurer la coopération et les échanges avec les départements et offices fédéraux concernés, en particulier avec le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), l'Office fédéral de la culture (OFC) et l'Office fédéral du sport (OFSP). | → Coopération Confédération-cantons (COF) |
| 1.1.3 | Mettre à la disposition des cantons des modèles de prise de position pour les procédures consultatives nationales en cours. | |
| 1.1.4 | Enseignement des langues et mobilité Soutenir selon les besoins les cantons dans leur mise en œuvre de la stratégie pour la coordination de l'enseignement des langues durant la scolarité obligatoire. | → Langues et échanges |
| 1.1.5 | Enseignement des langues et mobilité Assumer des tâches en vue de l'octroi d'aides financières de la Confédération sur la base des art. 10 et 11 de l'ordonnance sur les langues. | |
| 1.1.6 | Enseignement des langues et mobilité Promouvoir les échanges nationaux et internationaux en offrant des conditions générales facilitantes. | |
| 1.1.7 | Pédagogie spécialisée Charger l'agence CSPPS de soutenir les cantons dans leur mise en œuvre du concordat sur la pédagogie spécialisée. | → Pédagogie spécialisée 📄 Convention de prestations CSPPS 2023-2027 (en all.) |
| 1.1.8 | Pédagogie spécialisée Entretenir le Réseau des bureaux cantonaux de liaison en matière de pédagogie spécialisée conjointement avec l'agence CSPPS et encourager des échanges réguliers. | 📄 Statuts CSPPS |

| | | |
|--------|--|---|
| 1.1.9 | Éducation au développement durable (EDD) Coordonner l'EDD avec la Confédération. | → Éducation au développement durable |
| 1.1.10 | Éducation au développement durable (EDD) Représenter les cantons au sein organes d'accompagnement de la Fondation éducation21 et du Réseau d'écoles21. | |
| 1.1.11 | Éducation au développement durable (EDD) Entretenir le réseau des déléguées et délégués cantonaux à la promotion de la santé et à la prévention dans les écoles et représenter les cantons auprès des partenaires. | |
| 1.1.12 | Transformation numérique au sein du système éducatif Avec la Confédération, charger l'agence Educa de soutenir les cantons et les acteurs du paysage éducatif suisse dans le processus de transformation numérique. | → Numérisation 📄 Statuts Educa 📄 Convention de prestations Educa 2021–2024 📄 Mandat CC N |
| 1.1.13 | Transformation numérique au sein du système éducatif Créer des bases à l'échelle suisse pour l'espace numérique suisse de l'éducation et de la formation et coordonner les mesures avec la Confédération. | |
| 1.1.14 | Transformation numérique au sein du système éducatif Défendre les intérêts des pouvoirs publics vis-à-vis des prestataires privés dans le domaine des licences logicielles. | |
| 1.1.15 | Transformation numérique au sein du système éducatif Réaliser les projets relevant de l'optimisation des flux de données dans la formation professionnelle (programme Optima) conjointement avec le Centre suisse de services Formation professionnelle orientation professionnelle, universitaire et de carrière (CSFO). | |
| 1.1.16 | Transformation numérique au sein du système éducatif Promouvoir des échanges réguliers entre les cantons. | |
| 1.1.17 | Faire valoir la position de la CDIP dans la préparation des dossiers de la Conférence suisse des hautes écoles, en particulier en ce qui concerne l'accès aux hautes écoles, l'interface avec la formation professionnelle supérieure, la formation des enseignantes et enseignants et le financement intercantonal. | → Hautes écoles / Formation des enseignants 📄 Concordat sur les hautes écoles |
| 1.1.18 | Défendre les intérêts des cantons vis-à-vis des sociétés de gestion des droits d'auteur ; assurer la centralisation des opérations financières entre les cantons et les sociétés de perception. | |
| 1.1.19 | Représenter les cantons dans le Dialogue culturel national. | → Culture 📄 Convention |

| 1.2 Projets | Informations |
|---|---|
| 1.2.1 Organiser, sous l'égide des services cantonaux de la scolarité obligatoire, une journée inter-réseaux portant sur les recommandations du 26 octobre 2017 relatives à l'enseignement des langues étrangères (langues nationales et anglais) à l'école obligatoire. | → Langues et échanges 📄 Recommandations |
| 1.2.2 Dresser un état des lieux des offres d'enseignement de l'italien dans le degré secondaire I prévues par l'art. 4, al. 2, du concordat HarmoS | 📄 Concordat HarmoS 📄 Bilan 2019 |
| 1.2.3 Vérifier avec la participation de l'agence Movetia dans quelle mesure les recommandations d'exécution relatives à la coordination intercantonale des échanges et de la mobilité déploient les effets voulus. | 📄 Stratégie échanges et mobilité 📄 Recommandations d'exécution |
| 1.2.4 Soutenir la Fondation éducation21 afin de garantir la réalisation des prestations en matière d'EDD pour les cantons. | → Éducation au développement durable |
| 1.2.5 Charger l'agence Educa de poursuivre la mise en place de la fédération Edulog et d'évaluer la nécessité de créer un concordat portant sur l'utilisation des données (Edulog). | 📄 Décision Edulog 📄 Décision prolongation Edulog |
| 1.2.6 Évaluer la possibilité de mettre au point un modèle permettant de mesurer les compétences numériques des élèves en vue de la transition vers le degré secondaire II. | 📄 Stratégie numérique 📄 Mesures relatives à la stratégie numérique |
| 1.2.7 Évaluer la possibilité de collaborer plus activement avec les hautes écoles pédagogiques (Chambre des HEP) afin de consolider la formation du personnel enseignant dans le domaine du numérique. | 📄 Stratégie numérique 📄 Mesures relatives à la stratégie numérique |
| 1.2.8 Réviser la stratégie numérique de 2018 et l'adapter de manière appropriée. | 📄 Stratégie numérique |
| 1.2.9 Clarifier la relation de la Conférence suisse des conservatrices et conservateurs des monuments (CSCM) et de la Conférence suisse des archéologues cantonales et des archéologues cantonaux (CSAC) avec la CDAC. | |
| 1.2.10 Examiner l'opportunité d'instituer une autorité judiciaire intercantonale afin de garantir les voies de droit. | |

2 Élaboration, gestion et diffusion des connaissances

§ [Art. 61a Constitution fédérale](#)

▣ [Concordat sur la coordination scolaire](#)

▣ [Concordat sur les hautes écoles](#)

Dans un État fédéral plurilingue, l'élaboration et la diffusion des connaissances jouent un rôle particulier. La CDIP veille à ce que ses membres, les acteurs des domaines de l'éducation, de la culture et du sport ainsi que le public disposent des informations nécessaires et de qualité. Elle collabore à cet effet avec la Confédération, les services cantonaux compétents et son réseau d'agences.

| 2.1 | Tâches permanentes | Informations |
|-------|--|--|
| 2.1.1 | Répondre en tant que centre de compétences aux demandes de renseignement émanant de Suisse ou de l'étranger. | |
| 2.1.2 | Charger l'agence IDES de rassembler, traiter et rendre accessibles les données relatives au système éducatif en veillant à permettre l'appariement des données de l'administration, de la recherche et de la politique. | → IDES |
| 2.1.3 | Développer en permanence pour le réseau de la CDIP le Serveur de documents edudoc.ch et la plateforme numérique de la CDIP. | |
| 2.1.4 | Élaborer des produits et proposer des services visant à décrire le système éducatif suisse ; documenter l'actualité et l'évolution de la politique de l'éducation et des thématiques éducationnelles et combler les lacunes. | |
| 2.1.5 | Charger l'agence Centre suisse de coordination pour la recherche en matière d'éducation (CSRE) de documenter la recherche en éducation et d'établir les rapports sur l'éducation. | ▣ Statuts CSRE ▣ Convention de prestations CSRE 2025–2028 (en all.) |
| 2.1.6 | Accompagner le processus de monitoring de l'éducation et, pour ce faire, mettre sur pied un organe d'accompagnement. | ▣ Mandat CC M |
| 2.1.7 | Mettre en œuvre le programme Monitoring des compétences fondamentales. | → Monitoring de l'éducation ▣ Règlement ▣ Décision |
| 2.1.8 | Encourager l'échange d'informations et la collaboration entre les milieux de la recherche, de la pratique et de l'administration de l'éducation ainsi qu'avec ceux de la politique de la recherche. | ▣ Statuts CSRE |
| 2.1.9 | Réexaminer régulièrement l'opportunité de participer à des évaluations internationales. | ▣ Mandat CC M |

2.1.10 Communiquer les décisions, projets et autres thèmes prioritaires de la CDIP ; expliquer le fédéralisme de l'éducation et le fonctionnement du système éducatif.

| 2.2 Projets | Informations |
|--|---|
| 2.2.1 Accompagner la publication des rapports des enquêtes COFO 2023 et 2024 (en 2025 et 2026). | 📄 Décision |
| 2.2.2 Dresser un bilan de l'harmonisation prévue à l'art. 62, al. 4, de la Constitution (2026). | § Art. 62, al. 4. Cst. |
| 2.2.3 Recenser le développement dans les cantons des structures d'accueil de jour pour les enfants en âge scolaire (en 2025/2026). | → Structures de jour |
| 2.2.4 Accompagner et assurer la participation de la Suisse à PISA 2025 et préparer la participation à PISA 2029. | → Monitoring de l'éducation 📄 Décision |
| 2.2.5 Dédire du rapport 2026 sur l'éducation des objectifs politiques pour l'espace suisse d'éducation et de formation. | 📄 Convention de coopération |

3 Équité au sein du système éducatif

§ [Art. 61a Constitution fédérale](#)

▣ [Concordat sur la coordination scolaire](#)

▣ [Concordat sur la pédagogie spécialisée](#)

▣ [Concordat sur les bourses d'études](#)

Chaque personne en Suisse doit pouvoir exploiter au mieux ses chances et son potentiel. Un système éducatif performant permet aux individus de développer leur autonomie et de réussir. La CDIP s'engage en faveur de l'équité au sein du système éducatif.

| 3.1 | Tâches permanentes | Informations |
|-------|--|---|
| 3.1.1 | Charger l'agence Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS) de tâches du domaine de la pédagogie spécialisée concernant en particulier l'accessibilité et la compensation des désavantages. | → Pédagogie spécialisée ▣ Statuts CSPS ▣ Convention de prestations CSPS (en all.) |
| 3.1.2 | Charger la Commission Équité et formation (CoEF) de conseiller les cantons sur les questions relatives à l'équité au sein du système éducatif. | → Équité dans le système éducatif ▣ Règlement CoEF |
| 3.1.3 | Soutenir les cantons dans l'encouragement des compétences de base des adultes conformément à la loi sur la formation continue. | ▣ Décision |
| 3.1.4 | Participer activement aux travaux des organes de la Confédération relatifs à la collaboration interinstitutionnelle (CII) et à la Plateforme nationale contre la pauvreté (NAPA). | |
| 3.1.5 | Assurer l'exécution du concordat sur les bourses d'études. | → Bourses d'études ▣ Statuts CIBE |

| 3.2 | Projets | Informations |
|-------|---|----------------------------|
| 3.2.1 | Accompagner les mesures prises par les cantons afin d'encourager le potentiel de la main-d'œuvre indigène (<i>Analyse de la situation, évaluation du potentiel, orientation de carrière : offre gratuite pour les adultes de plus de 40 ans [viamia] et Certification professionnelle pour adultes : prise en compte des acquis</i>). | ▣ Décision |
| 3.2.2 | Clarifier le financement des interventions précoces intensives auprès des jeunes enfants atteints d'autisme infantile (IPI) entre la Confédération et les cantons et arrêter une solution. | ▣ Décision |
| 3.2.3 | Vérifier les dispositions du concordat sur les bourses d'études à la lumière des changements sociaux et de politique de l'éducation. | |

4 Perméabilité et qualité






§ [Art. 61a Constitution fédérale](#)

▣ [Concordat sur la coordination scolaire](#)

▣ [Accord sur la reconnaissance des diplômes](#)


Le système éducatif suisse se distingue par sa perméabilité et sa qualité. La CDIP est responsable de la mise en œuvre de ce principe et de l'assurance et du développement de la qualité, en particulier dans le degré secondaire II. Dans le domaine des hautes écoles, la CDIP contribue à l'assurance qualité en adaptant sa réglementation de la reconnaissance des diplômes aux évolutions récentes.

| 4.1 | Tâches permanentes | Informations |
|-------|--|--|
| 4.1.1 | Mettre en œuvre les instruments d'application de la loi sur la formation professionnelle et les projets de l'initiative Formation professionnelle 2030. | → Formation professionnelle ▣ Statuts CSFP |
| 4.1.2 | Soutenir la mise en œuvre de l'objectif politique commun visant à ce que 95 % des jeunes de 25 ans possèdent un diplôme du secondaire II. | ▣ Objectifs politiques communs Confédération-cantons |
| 4.1.3 | Dans le cadre de la Conférence tripartite sur la formation professionnelle (CTFP), développer les offres et la qualité de la formation professionnelle en fonction des besoins du monde du travail et de la société, conformément à l'initiative Formation professionnelle 2030. | → Formation professionnelle 2030 ▣ Décision |
| 4.1.4 | Promouvoir le positionnement des écoles supérieures (ES) et de la formation professionnelle supérieure. | ▣ Objectifs politiques communs Confédération-cantons |
| 4.1.5 | Assurer les échanges et la coordination entre les degrés d'enseignement par la mise en réseau de leurs conférences spécialisées. | → Conférences spécialisées |
| 4.1.6 | Entretenir le dialogue lors de la transition de la formation professionnelle au tertiaire et développer la formation professionnelle supérieure et la formation continue faisant suite à la formation professionnelle initiale. | |
| 4.1.7 | Favoriser le développement de la qualité de la formation professionnelle et de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière. | ▣ Statuts CSFO ▣ Mandat de prestations CSFO |
| 4.1.8 | Favoriser le développement de la qualité du degré secondaire II formation générale. | ▣ Statuts ZEM CES ▣ Mandat de prestations ZEM CES |

| | | |
|--------|--|--|
| 4.1.9 | Garantir à long terme l'accès sans examen à l'université pour les titulaires d'une maturité gymnasiale. |  Objectifs politiques communs Confédération-cantons |
| 4.1.10 | Accompagner la mise en œuvre des nouveaux textes de référence de la maturité gymnasiale (règlement de reconnaissance et plan d'études cadre). | → Maturité gymnasiale  Règlement  Convention administrative  Plan d'études cadre |
| 4.1.11 | Soutenir l'évolution des écoles de culture générale initiée par la mise en œuvre des nouveaux textes de référence (règlement de reconnaissance et plan d'études cadre). | → Écoles de culture générale |
| 4.1.12 | Promouvoir le positionnement des écoles de culture générale dans l'espace suisse de formation. | |
| 4.1.13 | Mettre en œuvre la stratégie nationale pour l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière dans les différents degrés d'enseignement et avec les partenaires de la formation professionnelle. |  Stratégie OPUC |
| 4.1.14 | Adapter en permanence les règlements de reconnaissance de la CDIP aux évolutions récentes. | → Reconnaissance des diplômes |
| 4.1.15 | Développer en continu la profession enseignante (y compris les professions de l'enseignement spécialisé) et les formations complémentaires avec les différents interlocuteurs. | → Hautes écoles / Formation des enseignants |

| 4.2 | Projets | Informations |
|-------|--|--|
| 4.2.1 | Participer aux projets Formation professionnelle 2030 et en assumer le cas échéant la direction. | → Formation professionnelle 2030 |
| 4.2.2 | Mener à bien le projet Formation professionnelle 2030 <i>Instruments scolaires d'aide au choix professionnel et de préparation à l'apprentissage</i> , qui met à disposition des outils facilitant la transition entre la scolarité obligatoire et la formation professionnelle. | |
| 4.2.3 | Examiner le rôle des cantons dans le processus de développement des professions et dans l'établissement de moyens d'enseignement pour la formation professionnelle. | |
| 4.2.4 | Examiner le financement des écoles supérieures (ES). | |




| | | |
|-------|--|--|
| 4.2.5 | Examiner l'opportunité de réaliser une troisième évaluation de la maturité gymnasiale (EVAMAR III). |  Décision |
| 4.2.6 | Évaluer la possibilité d'établir un profil pour les formations complémentaires destinées aux personnes enseignant la langue de scolarisation à des enfants allophones. | |
| 4.2.7 | Envisager d'autres possibilités d'accéder aux hautes écoles pédagogiques pour les titulaires d'une maturité professionnelle. | |

5 Financement et libre circulation

Accord sur la reconnaissance des diplômes

→ Accords de financement et de libre circulation

Grâce à ces accords entre les cantons, la CDIP permet l'accès aux mêmes conditions dans les établissements de formation de toute la Suisse. En reconnaissant à l'échelle nationale les diplômes des professions de l'enseignement ainsi que les certificats des écoles de culture générale et des gymnases, elle garantit leur qualité et leur reconnaissance dans toute la Suisse.

| 5.1 | Tâches permanentes | Informations |
|-------|---|--|
| 5.1.1 | Assurer l'exécution des accords de financement. | → <u>Financement</u> |
| 5.1.2 | Procéder à l'examen des filières d'études pouvant prétendre à décerner un diplôme reconnu par la CDIP et leur octroyer le cas échéant la reconnaissance. | → <u>Reconnaissance des diplômes</u> |
| 5.1.3 | Procéder à la vérification de l'équivalence entre des diplômes d'enseignement étrangers (y compris pour les professions de l'enseignement spécialisé) et les diplômes suisses correspondants et coordonner les éventuelles mesures compensatoires avec les établissements de formation en Suisse. | → <u>Reconnaissance des diplômes</u> |
| 5.1.4 | Examiner et, le cas échéant, confirmer la reconnaissance des anciens diplômes d'enseignement et du domaine de la pédagogie spécialisée. | → <u>Reconnaissance des diplômes</u> |
| 5.1.5 | Examiner les formations complémentaires destinées aux enseignantes et enseignants et qui peuvent prétendre à un certificat reconnu par la CDIP. | |
| 5.1.6 | Tenir une liste des personnes auxquelles a été retiré le droit d'enseigner. | → <u>Enseignants sans droit d'enseigner</u>  <u>Directives</u> |

| 5.2 | Projets | Informations |
|-------|---|--------------|
| 5.2.1 | Réviser l'accord sur la reconnaissance des diplômes dans le contexte de la révision de l'annexe III de l'accord CH-UE sur la libre circulation des personnes et adapter la disposition régissant la liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner. | |
| 5.2.2 | Réviser le règlement concernant la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers et le règlement sur les taxes et émoluments. | |



| | | |
|-------|--|-------------------------------------|
| 5.2.3 | Reconnaître tous les certificats délivrés par les écoles de culture générale sur la base des nouveaux textes de référence. | → <u>Écoles de culture générale</u> |
| 5.2.4 | Faire entrer en vigueur l'accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH). | → <u>Écoles à l'hôpital</u> |
| 5.2.5 | Mettre en place une plateforme pour la numérisation des processus AHES/AES. | |

6 Coopération internationale

§ Art. 55 Constitution fédérale

§ Loi fédérale sur la participation des cantons à la politique extérieure de la Confédération

§ Concordat sur la coordination scolaire

La CDIP permet l'égalité d'accès aux établissements de formation de toute la Suisse grâce à des accords entre les cantons. Elle garantit la reconnaissance et l'assurance qualité à l'échelle nationale en reconnaissant à l'échelle suisse les diplômes professionnels du domaine scolaire ainsi que les certificats délivrés par les écoles de culture générale et les gymnases.

| 6.1 Tâches permanentes | Informations |
|---|---|
| 6.1.1 Représenter la Suisse dans les organisations internationales. | → <u>Représentation de la Suisse dans les organisations internationales</u> |
| 6.1.2 Avec la Confédération et l'agence mandatée, représenter la Suisse dans le Programme de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport ERASMUS+. | |
| 6.1.3 Participer, sur invitation, aux groupes de travail de l'Union européenne (Eurydice, DG Schools, WG Schools, Skills and Vocational Training). | |
| 6.1.4 Entretenir des contacts réguliers avec les représentations diplomatiques en Suisse sur les questions d'éducation, de culture et de sport. | |
| 6.1.5 Participer activement aux rapports sur la Suisse et suivre les travaux de l'OMC concernant l'accord général sur le commerce des services (GATS). | |



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza delle direttrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza da las directuras e dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Programma di lavoro 2025–2028

25 ottobre 2024

Gemeinsam für Bildung, Kultur und Sport
Au service de l'éducation, de la culture et du sport
Insieme per l'educazione, la cultura e lo sport
Ensemen per l'educaziun, la cultura ed il sport

Indice

| | |
|--|----------|
| Linee guida | 3 |
| Ruoli | 4 |
| Programma di lavoro 2025–2028 | 5 |
| 1 Federalismo e coesione nazionale | 6 |
| 2 Elaborazione, mantenimento e diffusione delle conoscenze | 9 |
| 3 Equità nel sistema educativo | 11 |
| 4 Permeabilità e qualità | 13 |
| 5 Finanziamento e libera circolazione | 15 |
| 6 Cooperazione internazionale | 17 |



Linee guida

Noi, direttrici e direttori cantonali della pubblica educazione, desideriamo che tutti i bambini, i giovani e gli adulti in Svizzera siano sostenuti nel migliore dei modi, in linea con le loro esigenze e capacità, grazie a una buona educazione, che sviluppino la loro identità culturale e riescano a sfruttare tutte le opportunità per realizzarsi nella vita.

Nel nostro Paese, i Cantoni rappresentano la forza creativa decisiva del sistema educativo pubblico e della promozione statale della cultura e dello sport. La collaborazione tra i Cantoni deve giovare dei vantaggi del sistema federale e contribuire a evitare gli elementi svantaggiosi.

Armonizziamo, coordiniamo, mettiamo in rete, rendiamo possibile, con il riconoscimento dei diplomi e le soluzioni di finanziamento, la libera circolazione e il libero accesso agli istituti di formazione cantonali e sosteniamo e sviluppiamo insieme il sistema educativo svizzero.

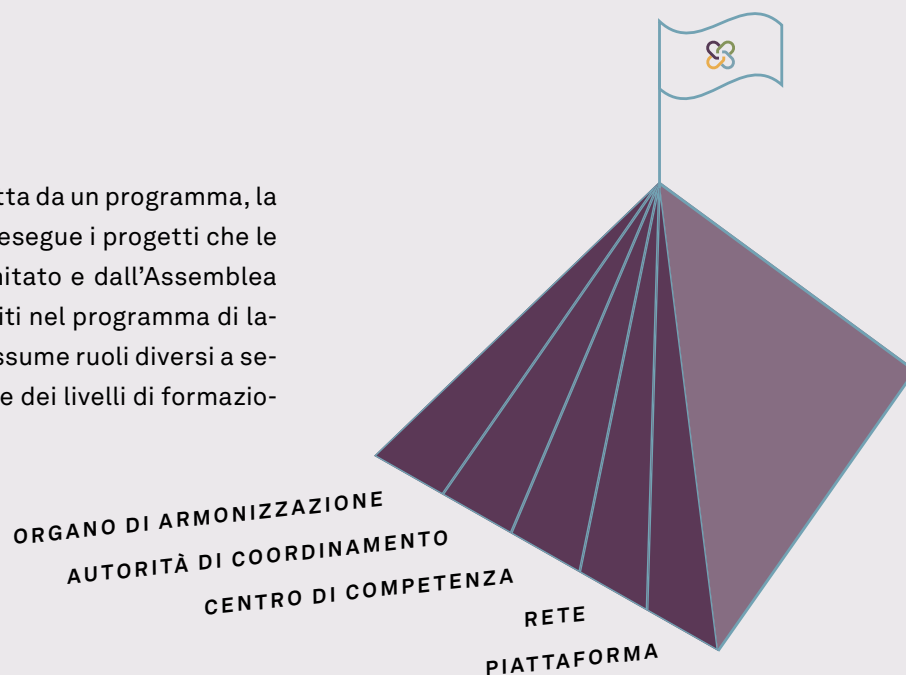
Come Conferenza delle direttrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione, siamo l'autorità responsabile dell'attuazione del Concordato del 1970 sul coordinamento scolastico. Il nostro compito consiste nell'assicurare l'esecuzione degli accordi intercantionali nel nostro ambito di competenza. In base agli articoli costituzionali sull'educazione adottati nel 2006, siamo gli interlocutori istituzionali della Confederazione per il raggiungimento degli obiettivi comuni di politica della formazione svizzera, per la qualità e la permeabilità dello spazio formativo svizzero e per gli interventi concreti nei settori che richiedono un'azione coordinata o congiunta tra i due livelli statali.

Come previsto dal Concordato sul coordinamento scolastico, abbiamo istituito una rete di conferenze ed agenzie specializzate e di commissioni che sostengono il nostro lavoro elaborando documenti sulle decisioni, tenendo in considerazione le realtà specifiche, le esperienze pratiche e i risultati della ricerca. Successivamente, vagliamo e approviamo queste decisioni e la rete dà loro attuazione e ne monitora l'osservanza. Come Conferenza, siamo gli interlocutori della Confederazione e collaboriamo da vicino con i suoi organi.

Disponiamo di un Segretariato generale che funge anche da servizio centrale di gestione degli affari, da segreteria per le varie conferenze specializzate, da interfaccia con le nostre agenzie specializzate, da centro servizi per l'attuazione degli accordi intercantionali e da piattaforma informativa e di documentazione.

Ruoli

In qualità di istituzione retta da un programma, la CDPE svolge i compiti ed esegue i progetti che le vengono affidati dal Comitato e dall'Assemblea plenaria e che sono definiti nel programma di lavoro. A tal fine, la CDPE assume ruoli diversi a seconda della sua funzione e dei livelli di formazione:



La CDPE agisce in qualità di **piattaforma**, che attiva e organizza lo scambio di esperienze, di opinioni e di informazioni mediante la sua struttura e i suoi organi.

In qualità di **rete**, promuove la collaborazione tra i Cantoni e partenariati con la Confederazione, le cerchie economiche, le istituzioni europee e internazionali nel settore dell'educazione, della cultura e dello sport. A tal fine organizza e anima conferenze specializzate, commissioni e gruppi di lavoro.

In qualità di **centro di competenza**, mette a disposizione dei Cantoni la necessaria competenza specialistica nel campo dell'educazione. Inoltre, istituisce agenzie specializzate che elaborano per i Cantoni soluzioni innovative, praticabili e che agevolano il lavoro.

In qualità di **autorità di coordinamento**, favorisce la concertazione tra i Cantoni, conducendoli ad agire congiuntamente e ad adottare prassi cantonali armonizzate.

In qualità di **organo di armonizzazione**, la CDPE adotta decisioni, raccomandazioni, accordi intercantonali e altri atti normativi a favore di un sistema educativo coerente ed efficiente, nella piena attuazione degli articoli costituzionali sulla formazione. La CDPE assicura l'esecuzione del diritto intercantonale e internazionale nell'ambito delle sue competenze.

Programma di lavoro 2025–2028

I compiti della CDPE sono stabiliti in undici concordati, la cui attuazione è di competenza della Conferenza o che essa segue, nella misura in cui i compiti sono demandati ai Cantoni. Essi possono essere suddivisi in sei aree tematiche, in base alle quali è strutturato il programma di lavoro della CDPE.

| Ambiti tematici | Pagina |
|--|--------|
| 1 Federalismo e coesione nazionale | 6 |
| 2 Elaborazione, mantenimento e diffusione delle conoscenze | 9 |
| 3 Equità nel sistema educativo | 11 |
| 4 Permeabilità e qualità | 13 |
| 5 Finanziamento e libera circolazione | 15 |
| 6 Cooperazione internazionale | 17 |

Concordati

La cooperazione intercantonale nel campo dell'educazione si basa su accordi giuridici comuni, i cosiddetti concordati. La CDPE attua in totale undici accordi intercantonali nei settori del coordinamento scolastico, del riconoscimento dei diplomi, del finanziamento della formazione e delle scuole universitarie.

- Concordato scolastico
- Concordato HarmoS
- Concordato sulla pedagogia speciale
- Concordato sulle borse di studio
- Accordo sul riconoscimento dei diplomni
- Cinque accordi sui finanziamenti
- Concordato sulle scuole universitarie

1 Federalismo e coesione nazionali

§ [Art. 61a Costituzione federale](#)

📄 [Concordato scolastico](#)

📄 [Concordato sulle scuole universitarie](#)

Gli ambiti politici dell'educazione, della cultura e dello sport, sono di competenza dei Cantoni. Per garantire la coesione nazionale, la Costituzione federale prevede la cooperazione tra i Cantoni e tra la Confederazione e i Cantoni nel settore dell'educazione. Con lo stesso obiettivo, i Cantoni delegano determinati compiti alla CDPE.

| 1.1 | Compiti permanenti | Informazioni |
|-------|--|--|
| 1.1.1 | Garantire lo scambio e la collaborazione tra gli uffici cantonali e i servizi della scuola dell'obbligo, del livello secondario II, dell'orientamento professionale, universitario e di carriera, della formazione continua, del sistema delle borse di studio nonché della cultura e dello sport. | → Conferenza specializzate |
| 1.1.2 | Garantire la collaborazione e lo scambio con i dipartimenti cantonali e gli uffici della Confederazione competenti e, in particolare, con la Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SEFRI) e gli Uffici federali della cultura e dello sport. | → Cooperazione tra Confederazione e Cantoni in materia di educazione |
| 1.1.3 | Mettere a disposizione dei Cantoni dei modelli di pareri sulle indagini conoscitive nazionali e le procedure di consultazione in corso. | |
| 1.1.4 | Insegnamento delle lingue e mobilità Sostenere i Cantoni in funzione delle esigenze nell'attuazione della strategia per il coordinamento dell'insegnamento delle lingue. | → Lingue e scambio |
| 1.1.5 | Insegnamento delle lingue e mobilità Svolgere i compiti per la concessione di aiuti finanziari in base agli articoli 10 e 11 dell'Ordinanza federale sulle lingue. | |
| 1.1.6 | Insegnamento delle lingue e mobilità Promuovere gli scambi a livello nazionale e internazionale offrendo condizioni quadro favorevoli. | |
| 1.1.7 | Pedagogia speciale Incaricare il Centro svizzero di pedagogia speciale (CSPS) di sostenere i Cantoni nell'attuazione del Concordato sulla pedagogia speciale. | → Pedagogia speciale 📄 Accordo sulle prestazioni CSPS 2025–2028 |
| 1.1.8 | Pedagogia speciale Gestire la rete degli uffici cantonali che curano il contatto in materia di pedagogia speciale con l'agenzia specializzata CSPS e promuovere gli scambi regolari. | 📄 Statuto CSPS |

| | | |
|--------|---|--|
| 1.1.9 | Educazione allo sviluppo sostenibile (ESS) Coordinare l'ESS assieme alla Confederazione. | → Educazione allo sviluppo sostenibile |
| 1.1.10 | Educazione allo sviluppo sostenibile (ESS) Rappresentare i Cantoni negli organi di accompagnamento della fondazione éducation21 e rete delle scuole21. | |
| 1.1.11 | Educazione allo sviluppo sostenibile (ESS) Gestire la rete dei responsabili cantonali per la promozione della salute e la prevenzione nelle scuole e gestire la rappresentanza dei Cantoni nei confronti dei partner. | |
| 1.1.12 | Trasformazione digitale nel sistema educativo Incaricare l'agenzia specializzata Educa, insieme alla Confederazione, di sostenere i Cantoni e gli attori del panorama educativo svizzero nel processo della trasformazione digitale. | → Digitalizzazione 📄 Statuto Educa 📄 Mandato di prestazione Educa 📄 Mandato CC Digi |
| 1.1.13 | Trasformazione digitale nel sistema educativo Creare basi a livello nazionale per lo spazio formativo digitale svizzero e coordinare misure con la Confederazione. | |
| 1.1.14 | Trasformazione digitale nel sistema educativo Tutelare gli interessi del potere pubblico nei confronti dei fornitori privati nel campo delle licenze software. | |
| 1.1.15 | Trasformazione digitale nel sistema educativo Attuare i progetti di ottimizzazione dei flussi di dati nella formazione professionale (programma «Optima») in collaborazione con il Centro svizzero di servizio per la formazione professionale e l'orientamento professionale, universitario e di carriera (CSFO). | |
| 1.1.16 | Trasformazione digitale nel sistema educativo Promuovere regolari scambi tra i Cantoni. | |
| 1.1.17 | Far confluire nella Conferenza svizzera delle scuole universitarie la posizione della CDPE, in particolare in relazione agli accessi, all'interfaccia con la formazione professionale superiore, alla formazione degli insegnanti e al finanziamento intercantonale. | → Scuole universitarie / Formazione degli insegnanti 📄 Concordato sulle scuole universitarie |
| 1.1.18 | Tutelare gli interessi dei Cantoni nei confronti delle società di gestione dei diritti d'autore; garantire la centralizzazione dei bonifici tra i Cantoni e le società di riscossione. | |
| 1.1.19 | Rappresentare i Cantoni nel Dialogo culturale nazionale. | → Cultura 📄 Convention |

| 1.2 Progetti | Informazioni |
|--|---|
| 1.2.1 Organizzare, sotto l'egida degli uffici cantonali della scuola dell'obbligo, un seminario di rete sulle raccomandazioni del 26 ottobre 2017 concernenti l'insegnamento delle lingue straniere (lingue nazionali e inglese) nella scuola dell'obbligo. | → Lingue e scambio 📄 Raccomandazioni |
| 1.2.2 Preparare un'analisi sistematica delle offerte di insegnamento dell'italiano nel livello secondario I conformemente all'articolo 4 capoverso 2 del Concordato HarmoS. | 📄 Concordato HarmoS 📄 Rapporto di bilancio 2019 |
| 1.2.3 Coinvolgendo l'agenzia specializzata Movetia, verificare fino a che punto le raccomandazioni di esecuzione relative al coordinamento intercantonale degli scambi e della mobilità producano gli effetti voluti. | 📄 Strategia scambio e mobilità 📄 Raccomandazioni di esecuzione |
| 1.2.4 Sostenere la fondazione éducation21 per assicurare che le prestazioni ESS siano garantite per i Cantoni. | → Educazione allo sviluppo sostenibile |
| 1.2.5 Incaricare l'agenzia specializzata Educa di istituire la Federazione Edulog e verificare la necessità di creare un Concordato sull'utilizzo dei dati (Edulog). | 📄 Decisione Edulog 📄 Decisione sulla proroga di Edulog |
| 1.2.6 Verificare lo sviluppo di un modello per la misurazione delle competenze digitali delle alunne e degli alunni in relazione al passaggio al livello secondario II. | 📄 Strategia per la digitalizzazione 📄 Misure inerenti alla strategia per la digitalizzazione |
| 1.2.7 Verificare un'intensificazione della collaborazione con le alte scuole pedagogiche (Camera ASP) per rafforzare la formazione degli insegnanti nel settore della digitalizzazione. | 📄 Strategia per la digitalizzazione 📄 Misure inerenti alla strategia per la digitalizzazione |
| 1.2.8 Rivedere la strategia per la digitalizzazione e adattarla in modo appropriato. | 📄 Strategia per la digitalizzazione |
| 1.2.9 Chiarire la relazione tra le Conferenze svizzere delle soprintendenti e dei soprintendenti ai monumenti (CSSM) e delle archeologhe cantonali e degli archeologi cantonali (CSAC) e la Conferenza dei delegati cantonali degli affari culturali (CDAC). | |
| 1.2.10 Esaminare un'autorità giudiziaria intercantonale in linea con la garanzia della via giudiziaria. | |

2 Elaborazione, mantenimento e diffusione delle conoscenze


§ [Art. 61a Costituzione federale](#)




📄 [Concordato scolastico](#)

📄 [Concordato sulle scuole universitarie](#)

In uno Stato federale plurilingue, l'elaborazione e la diffusione delle conoscenze rivestono un ruolo speciale. La CDPE provvede affinché i suoi membri e gli attori dei settori dell'educazione, della cultura e dello sport, così come la popolazione, abbiano accesso a informazioni di elevata qualità e necessarie. A tal fine, collabora con la Confederazione, le autorità cantonali competenti e le loro agenzie specializzate.

| 2.1 | Compiti permanenti | Informazioni |
|-------|--|--|
| 2.1.1 | In qualità di centro di competenza per il sistema educativo svizzero, rispondere alle domande provenienti dalla Svizzera e dall'estero. | |
| 2.1.2 | Incaricare l'agenzia specializzata IDES di raccogliere, trattare e rendere accessibili le informazioni concernenti il sistema educativo, prestando attenzione a permettere la collegabilità dei dati dell'amministrazione, della ricerca e della politica. | → IDES |
| 2.1.3 | Sviluppare in modo continuativo il server dei documenti edudoc.ch e la piattaforma della CDPE, a servizio della rete CDPE. | |
| 2.1.4 | Elaborare prodotti e proporre servizi che descrivono il sistema educativo svizzero; documentare i più recenti interventi e sviluppi della politica in materia di formazione e i temi relativi alla formazione e colmare le lacune. | |
| 2.1.5 | Incaricare l'agenzia specializzata Centro svizzero di coordinamento della ricerca educativa (CSRE) di documentare la ricerca in materia di educazione e di stilare il rapporto sull'educazione. | 📄 Statuto CSRE 📄 Accordo sulle prestazioni CSRE |
| 2.1.6 | Accompagnare il processo di monitoraggio dell'educazione e istituire allo scopo un organo di accompagnamento. | 📄 Mandato CC M |
| 2.1.7 | Dare attuazione al programma «monitoraggio delle competenze fondamentali». | → Monitoraggio dell'educazione 📄 Regolamento 📄 Decisione |
| 2.1.8 | Promuovere lo scambio di informazioni e la collaborazione tra la ricerca, la prassi e l'amministrazione nel settore dell'educazione, nonché i servizi che si occupano di politica di ricerca. | 📄 Statuto CSRE |

| | | |
|--------|---|--|
| 2.1.9 | Esaminare regolarmente l'opportunità di partecipare a programmi internazionali di valutazione delle prestazioni. |  Mandato CC M |
| 2.1.10 | Comunicare le decisioni, i progetti o altri temi importanti della CDPE; spiegare il federalismo educativo e il funzionamento del sistema educativo. | |

| 2.2 | Progetti | Informazioni |
|-------|---|---|
| 2.2.1 | Accompagnare la pubblicazione dei rapporti VeCoF (2025 e 2026). |  Decisione |
| 2.2.2 | Stilare un rapporto che fa il bilancio dell'armonizzazione di cui all'articolo 62 capoverso 4 della Costituzione federale (2026). | § Art. 62 cpv. 4 Cost. |
| 2.2.3 | Rilevare lo sviluppo delle strutture diurne in ambito scolastico nei Cantoni (2025/2026). | → Strutture diurne |
| 2.2.4 | Accompagnare e garantire la partecipazione della Svizzera a PISA 2025 e preparare la partecipazione a PISA 2029. | → Monitoraggio dell'educazione  Decisione |
| 2.2.5 | Estrapolare dal rapporto sul sistema educativo svizzero 2026 obiettivi di politica della formazione per lo spazio formativo svizzero. |  Accordo di collaborazione |

3 Equità nel sistema educativo

§ [Art. 61a Costituzione federale](#)

▣ [Concordato scolastico](#)

▣ [Concordato sulla pedagogia speciale](#)

▣ [Concordato sulle borse di studio](#)

In Svizzera, tutti dovrebbero poter sfruttare al massimo le proprie opportunità e il proprio potenziale. Un sistema educativo di successo consente di sviluppare la propria autonomia e di realizzarsi. La CDPE si impegna per l'equità nel sistema educativo.

| 3.1 | Compiti permanenti | Informazioni |
|-------|--|--|
| 3.1.1 | Incaricare l'agenzia specializzata Centro svizzero di pedagogia speciale (CSPS) di svolgere compiti nel settore della pedagogia speciale, in particolare in riferimento alla piena accessibilità e alla compensazione degli svantaggi. | → Pedagogia speciale ▣ Statuto CSPS ▣ Accordo sulle prestazioni CSPS |
| 3.1.2 | Incaricare la Commissione Equità e formazione di offrire consulenza ai Cantoni nelle questioni inerenti all'equità nel sistema educativo. | → Equità nel sistema educativo ▣ Regolamento Commissione Equità e formazione |
| 3.1.3 | Sostenere i Cantoni nella promozione delle competenze di base per gli adulti, in base alla Legge sulla formazione continua. | ▣ Decisione |
| 3.1.4 | Partecipare attivamente ai lavori degli organi della Confederazione in merito alla collaborazione interistituzionale (CII) e della Piattaforma nazionale contro la povertà. | |
| 3.1.5 | Assicurazione l'attuazione del Concordato sulle borse di studio. | → Borse di studio ▣ Statuto CIBS |

| 3.2 | Progetti | Informazioni |
|-------|--|-----------------------------|
| 3.2.1 | Accompagnare le misure dei Cantoni per la promozione del potenziale di manodopera residente (valutazione della situazione individuale e del potenziale nonché orientamento di carriera: offerta gratuita per gli adulti di oltre 40 anni [viamia] e qualificazione professionale degli adulti: convalida delle prestazioni di formazione). | ▣ Decisione |
| 3.2.2 | Chiarire e stabilire tra la Confederazione e i Cantoni il finanziamento degli interventi precoci intensivi (IPI) per i disturbi dello spettro autistico (DSA). | ▣ Decisione |

3.2.3 Rivedere le disposizioni del Concordato sulle borse di studio alla luce dei cambiamenti della società e della politica della formazione.

4 Permeabilità e qualità

§ [Art. 61a Costituzione federale](#)

📄 [Concordato scolastico](#)

📄 [Accordo sul riconoscimento dei diplomi](#)

Il sistema educativo svizzero è contraddistinto da un'elevata permeabilità e qualità. Alla CDPE compete, in particolare al livello secondario II, dare attuazione a questo principio e assicurare e sviluppare la qualità. Nel settore delle scuole universitarie, la CDPE contribuisce all'assicurazione della qualità adeguando il diritto in materia di riconoscimento dei diplomi ai nuovi sviluppi.

| 4.1 | Compiti permanenti | Informazioni |
|-------|---|---|
| 4.1.1 | Attuare il dispositivo d'esecuzione della Legge sulla formazione professionale e i progetti dell'iniziativa Formazione professionale 2030. | → Formazione professionale 📄 Statuto CSFP |
| 4.1.2 | Sostenere il raggiungimento dell'obiettivo di politica della formazione secondo cui il 95 per cento dei venticinquenni deve possedere un diploma di livello secondario II. | 📄 Obiettivi comuni di politica della formazione |
| 4.1.3 | Portare avanti, nel quadro della Conferenza tripartita della formazione professionale (CTFP), lo sviluppo delle offerte e della qualità della formazione professionale in risposta alle necessità del mondo del lavoro e della società, conformemente all'iniziativa Formazione professionale 2030. | → Formazione professionale 2030 📄 Decisione |
| 4.1.4 | Promuovere il posizionamento delle scuole specializzate superiori (SSS) e della formazione professionale superiore (FPS). | 📄 Obiettivi comuni di politica della formazione |
| 4.1.5 | Assicurare lo scambio e il coordinamento tra i livelli di formazione mettendo in rete le conferenze specializzate. | → Agenzie specializzate |
| 4.1.6 | Promuovere il dialogo nel passaggio dalla formazione professionale alla formazione terziaria e sviluppare ulteriormente la formazione professionale superiore e la formazione continua successiva alla formazione professionale di base. | |
| 4.1.7 | Promuovere lo sviluppo della qualità della formazione professionale nonché dell'orientamento professionale, universitario e di carriera. | 📄 Statuto CSFO 📄 Mandato di prestazioni CSFO |
| 4.1.8 | Promuovere lo sviluppo della qualità nelle scuole di formazione generale di livello secondario II. | 📄 Statuto ZEM CES 📄 Mandato di prestazioni ZEM CES |
| 4.1.9 | Garantire a lungo termine l'accesso senza esami all'università per i titolari di una maturità liceale. | 📄 Obiettivi comuni di politica della formazione |

| | | |
|--------|---|--|
| 4.1.10 | Accompagnare l'attuazione dei testi di riferimento rivisti per la maturità liceale (Regolamento di riconoscimento e Piano quadro degli studi). | → Liceo 📄 Regolamento 📄 Accordo amministrativo 📄 Piano quadro degli studi |
| 4.1.11 | Sostenere gli sviluppi delle scuole specializzate stimolati dall'attuazione dei testi di riferimento rivisti (Regolamento di riconoscimento e Piano quadro degli studi). | → Scuole specializzate |
| 4.1.12 | Promuovere il posizionamento delle scuole specializzate nello spazio formativo svizzero. | |
| 4.1.13 | Attuare la strategia nazionale per l'orientamento professionale, universitario e di carriera (OPUC) nei diversi livelli d'insegnamento e con i partner. | 📄 Strategia OPUC |
| 4.1.14 | Adattare costantemente ai nuovi sviluppi i Regolamenti concernenti il riconoscimento dei diplomi della CDPE. | → Riconoscimento dei diplomi |
| 4.1.15 | Sviluppare costantemente, insieme a diversi partner e interlocutori, le professioni d'insegnante (incluse quelle della pedagogia speciale) e le formazioni supplementari. | → Scuole universitarie / Formazione degli insegnanti |


| 4.2 | Progetti | Informazioni |
|-------|--|---|
| 4.2.1 | Partecipare a progetti di Formazione professionale 2030 o occuparsi della loro gestione. | → Formazione professionale 2030 |
| 4.2.2 | Dare esecuzione al progetto «SINA: Strumenti scolastici per prepararsi alla scelta della professione» di Formazione professionale 2030, che mette a disposizione strumenti per il passaggio dalla scuola obbligatoria alla formazione professionale. | |
| 4.2.3 | Verificare il ruolo dei Cantoni nel processo di sviluppo professionale e nell'acquisizione di strumenti didattici nella formazione professionale. | |
| 4.2.4 | Verificare il finanziamento delle SSS. | |
| 4.2.5 | Verificare lo svolgimento di una terza valutazione della maturità liceale (EVAMAR III). | 📄 Decisione |
| 4.2.6 | Esaminare un profilo per la formazione aggiuntiva degli insegnanti per i bambini di lingua straniera nella lingua scolastica. | |
| 4.2.7 | Esaminare ulteriori possibilità di accesso alle alte scuole pedagogiche con la maturità professionale. | |

5 Finanziamento e libera circolazione

Accordo sul riconoscimento dei diplomi

→ Accordi sui finanziamenti

Con i relativi accordi intercantionali, la CDPE assicura pari diritti di accesso agli istituti di formazione in tutta la Svizzera. Garantisce il riconoscimento dei titoli di studio e l'assicurazione della qualità a livello nazionale grazie al riconoscimento in tutto il Paese dei diplomi professionali nel settore scolastico e al riconoscimento dei certificati rilasciati dalle scuole specializzate e degli attestati di maturità liceale.

| 5.1 | Compiti permanenti | Informazioni |
|-------|---|---|
| 5.1.1 | Assicurare l'esecuzione degli accordi sui finanziamenti. | → Finanziamento della formazione |
| 5.1.2 | Esaminare i cicli di studio che conferiscono un diploma riconosciuto dalla CDPE ed eventualmente riconoscerli. | → Riconoscimento dei diplomi |
| 5.1.3 | Esaminare l'equivalenza dei diplomi esteri d'insegnamento (compresi i diplomi per le professioni nel campo pedagogico-terapeutico) con i corrispondenti diplomi svizzeri e coordinare eventuali misure di compensazione con gli istituti di formazione nazionali. | → Riconoscimento dei diplomi |
| 5.1.4 | Valutare i vecchi diplomi d'insegnamento e quelli del settore della pedagogia speciale e confermare, se necessario, il riconoscimento. | → Riconoscimento dei diplomi |
| 5.1.5 | Verificare le formazioni aggiuntive per insegnanti che prevedono il rilascio di un certificato riconosciuto dalla CDPE. | |
| 5.1.6 | Tenere una lista degli insegnanti ai quali è stato ritirato il diritto d'insegnare. | → Persone prive del diritto di insegnare  Linee guida |

| 5.2 | Progetti | Informazioni |
|-------|--|--------------|
| 5.2.1 | Rivedere l'Accordo sul riconoscimento dei diplomi nel quadro della revisione dell'allegato III dell'Accordo Svizzera-UE sulla libera circolazione delle persone e adeguare la disposizione concernente la lista degli insegnanti ai quali è stato ritirato il diritto d'insegnare. | |
| 5.2.2 | Rivedere il Regolamento concernente il riconoscimento dei diplomi scolastici e professionali esteri ed il Regolamento sugli emolumenti. | |

| | | |
|-------|---|--|
| 5.2.3 | Riconoscere tutti i certificati delle scuole specializzate in base ai nuovi testi di riferimento. | → Scuole specializzate |
| 5.2.4 | Porre in vigore l'Accordo intercantonale sulle attività scolastiche AASO. | → AASO |
| 5.2.5 | Realizzare una soluzione sotto forma di piattaforma per la digitalizzazione di ASUP/ASSS. | |

6 Cooperazione internazionale

§ Art. 55 Costituzione federale

§ Legge federale concernente la partecipazione dei Cantoni alla politica estera della Confederazione

§ Concordato scolastico

Con i relativi accordi intercantionali, la CDPE assicura pari diritti di accesso agli istituti di formazione in tutta la Svizzera. Garantisce il riconoscimento dei titoli di studio e l'assicurazione della qualità a livello nazionale grazie al riconoscimento dei diplomi professionali nel settore scolastico e al riconoscimento dei certificati rilasciati dalle scuole specializzate e degli attestati di maturità liceale.

| 6.1 Compiti permanenti | Informazioni |
|--|---|
| 6.1.1 Rappresentare la Svizzera presso gli organi delle organizzazioni internazionali. | → <u>Rappresentanza della Svizzera in seno alle organizzazioni internazionali</u> |
| 6.1.2 Insieme alla Confederazione e all'agenzia incaricata, rappresentare la Svizzera nel Programma dell'UE per la formazione generale e professionale, la gioventù e lo sport (ERASMUS+). | |
| 6.1.3 Partecipare attivamente, su invito, ai gruppi di lavoro dell'UE (Eurydice, DG Schools, WG Schools, Skills and Vocational Training). | |
| 6.1.4 Intrattenere contatti regolari con le rappresentanze diplomatiche in Svizzera in relazione a questioni inerenti all'educazione, la cultura e lo sport. | |
| 6.1.5 Partecipare ai rapporti sulla Svizzera e seguire i lavori dell'OMC in merito all'Accordo generale sugli scambi di servizi (GATS). | |